

# **BDS, un engagement politique majeur pour une paix juste entre Palestiniens et Israéliens !**

D'autres articles du dossier portent sur les fondements juridiques de BDS (Maître Gilles Devers), sur son extension au domaine universitaire et scientifique (Ivar Ekeland), sur la comparaison avec le boycott de l'Afrique du Sud à l'époque de l'apartheid (Pierre Lafrance), sur l'efficacité économique de la Campagne BDS, sur l'étiquetage frauduleux « *Made in Israël* » des produits des colonies (René Backman), sur une condamnation de la société TEVA et sur les sources documentaires sur la Campagne BDS

## **BDS, un engagement politique majeur pour une paix juste entre Palestiniens et Israéliens !**



Ainsi que l'a souligné le numéro 47 d'octobre/novembre/décembre 2012 du Courrier du CVPR, la reconnaissance à l'ONU le 29 novembre 2012, par une large majorité d'Etats, de la Palestine comme « Etat non membre observateur »

a été une avancée historique pour le peuple palestinien et ses amis.

Mais très rapidement l'Etat d'Israël avait annoncé des mesures de représailles : nouveaux programmes de constructions de logements dans les colonies de Cisjordanie et à Jérusalem Est, et gel des taxes douanières dues au peuple palestinien. Et une fois de plus, ces mesures n'ont suscité de la part des Etats occidentaux que des protestations purement verbales.

Face à cette situation, et face aux relances périodiques de « processus de paix » basés sur des « négociations sans

conditions », une observation de bon sens s'impose : tant que l'Etat israélien bénéficiera d'une très large impunité sur la scène internationale, il continuera sa politique de colonisation, d'apartheid et d'épuration ethnique contre le peuple palestinien.

En même temps, toute politique pour mettre fin à cette impunité ne peut être légitime que si elle est partagée par le peuple palestinien lui-même et si elle répond à des critères politiques moraux. Il est hors de question de décider des sanctions qui ne soient pas approuvées par le peuple palestinien ou qui s'en prennent à l'ensemble de la population juive israélienne.

### **Naissance de BDS**

C'est dans ce contexte qu'est né le mouvement BDS : Boycott, Désinvestissement, Sanctions contre l'Etat d'Israël jusqu'à ce qu'il se conforme au droit international.

Le 9 juillet 2005, un an après la condamnation par la Cour Internationale de Justice du Mur dit de Séparation, condamnation restée sans suite, 172 associations de la société civile palestinienne ont lancé la campagne BDS.

Elles déclarent :

« Nous, représentants de la Société civile palestinienne, invitons les organisations des sociétés civiles internationales et les gens de conscience du monde entier à imposer de larges boycotts et à mettre en application des initiatives de retrait d'investissement contre Israël tels que ceux appliqués à l'Afrique du Sud à l'époque de l'Apartheid. Nous faisons appel à vous pour faire pression sur vos états respectifs afin qu'ils appliquent des embargos et des sanctions contre Israël. Nous invitons également les Israéliens honnêtes à soutenir cet appel, dans l'intérêt de la justice et d'une véritable paix. Ces mesures de sanction non-violentes devraient être maintenues jusqu'à ce qu'Israël honore son obligation de reconnaître le droit inaliénable des Palestiniens à l'autodétermination et respecte entièrement les

préceptes du droit international en :

1. Mettant fin à son occupation et à sa colonisation de toutes les terres arabes et en démantelant le Mur ;
2. Reconnaisant les droits fondamentaux des citoyens arabo-palestiniens d'Israël à une égalité absolue ; et
3. Respectant, protégeant et favorisant les droits des réfugiés palestiniens à revenir dans leurs maisons et propriétés comme stipulé dans la résolution 194 de l'ONU. »

Cette campagne se développe dans de nombreux pays (en Europe, en Amérique, au Japon, au Maroc, etc), y compris en Israël où le mouvement « Boycott from Within » (Boycott de l'intérieur), bien que très minoritaire, apporte une aide précieuse à la Campagne BDS.

Elle a pris son essor en France depuis l'opération « Plomb durci » contre le peuple gazaoui au cours de l'hiver 2008-2009.

Elle est soutenue par le Tribunal Russell sur la Palestine, tribunal de conscience international regroupant d'éminents experts et personnalités et dont notre regretté ami Stéphane Hessel était président d'honneur. Ce tribunal a conclu lors de sa session du Cap en novembre 2011 que l'Etat d'Israël était coupable du crime d'apartheid tel que défini dans le droit international

### **Les axes de la campagne**

La campagne se déploie selon plusieurs axes. Le boycott économique appelle les consommateurs à ne pas se rendre complices, même involontairement, d'une politique de violation du droit international et des droits humains en achetant des produits israéliens. Des campagnes visent la société Mehadrin, exportatrice de produits agricoles israéliens souvent issus des colonies, les magasins Séphora qui commercialisent les produits de beauté Ahava issus de la Mer Morte, les produits Sodastream (gazéificateur), Keter (petit matériel d'équipement), les médicaments génériques TEVA ...

La campagne « Carton rouge pour Israël » cible l'Euro

« Espoirs » 2013 de football, dont les finales sont prévues en Israël alors que cet Etat empêche le peuple palestinien de pratiquer librement les sports.

Les boycotts universitaire et culturel visent des initiatives sponsorisées par l'Etat israélien. Nous nous adressons aussi aux artistes qu'Israël invite à des festivals pour avoir l'air d'être un Etat très ouvert à tous les courants culturels, et les exhortons à ne pas accepter de servir de caution morale destinée à blanchir Israël de ses crimes.

BDS remporte des succès. Des entreprises sont mises en difficultés : faillite de l'entreprise d'exportation de produits agricoles Agrexco, grosses pertes de marchés pour les entreprises Alstom (qui a construit le tramway reliant Jérusalem à des colonies) et Véolia (également impliquée dans ce tramway et gérant en Cisjordanie deux lignes de bus au service des colons et une déchetterie), crises de la banque Dexia ... Des sociétés de fonds de pension se désinvestissent de sociétés israéliennes travaillant pour l'occupation. Des artistes (musiciens, cinéastes, dramaturges ...), des écrivains et des personnalités scientifiques refusent d'être complices de l'apartheid israélien – ainsi récemment le cosmologue britannique Stephen Hawking, de renommée internationale, a annulé sa venue en Israël pour une conférence de haut niveau.

L'économie israélienne est certes encore forte, notamment pour ce qui concerne la vente de matériel à usage répressif, testé sur le peuple palestinien, mais la Campagne BDS progresse inexorablement dans l'opinion publique. Elle entre en résonance avec d'autres causes, notamment l'antiracisme et les mouvements anti-guerre. Elle révèle concrètement la vérité sur ce qu'est la politique d'Israël. Elle contribue à isoler cet Etat et à rompre l'isolement du peuple palestinien.

Elle est une campagne civique, citoyenne et non-violente, qui fait pression sur les Etats pour qu'ils prennent les responsabilités qui leur incombent pour faire respecter le droit international.

Jean-Guy Greilsamer, coprésident de l'Union Juive Française pour la Paix (UJFP) et militant de la Campagne BDS France